



CHAPITRE 96

CHAPTER 96

Loi modifiant la charte de la ville de
Black Lake

An Act to amend the charter of the town
of Black Lake

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Black Lake, par sa pétition, a représenté qu'elle a besoin de nouvelles sources de revenus pour défrayer les dépenses annuelles de son administration, et de plus amples pouvoirs pour assurer le bien-être de ses habitants, et à ces fins il est devenu nécessaire de modifier sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 101, modifiée par les lois 24 George V, chapitre 103 et 12 George VI, chapitre 73;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1908,
c. 101,
a. 16, am.

1. L'article 16 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 101, modifié par l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 103, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Durée.

"3. La taxe ci-dessus désignée ne pourra être imposée que durant les cinquante-cinq années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi."

S.R.,
c. 233,
a. 134,
remp.
pour la
ville.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 134 par le suivant:

WHEREAS the town of Black Lake has represented, by its petition, that it needs new sources of revenue to defray the annual expenses of its administration, and more extensive powers to assure the welfare of its inhabitants, and for such other purposes it has become necessary to amend its charter, the act 8 Edward VII, chapter 101, amended by the acts 24 George V, chapter 103 and 12 George VI, chapter 73;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 16 of the act 8 Edward VII, chapter 101, amended by section 1 of the act 24 George V, chapter 103, is again amended by replacing subsection 3 thereof, by the following:

"3. The tax hereinabove designated may be imposed only during the fifty-five years following the coming into force of this act."

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing section 134, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 134, re-
placed for
town.

Taxes
non
payées.

"134. Les noms des personnes mentionnées aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 128 ne pourront être inscrits sur la liste des électeurs, s'ils n'ont pas payé leurs redevances au secrétaire-trésorier de la ville à la date de la confection des listes. Le défaut par le propriétaire d'autre part d'avoir payé ses taxes ne le privera pas du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs et d'exercer son droit de vote."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1^o de l'article 426, le paragraphe 1^a:

Lot dis-
tinct.

"1^a Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

"cons-
truction".

Dans la disposition ci-dessus le mot "construction" désigne une maison pour fins d'habitation avec ses dépendances.

Terres en
culture.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux constructions, pour fins agricoles, sur des terres en culture;".

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 11^o de l'article 427, le suivant:

Enlève-
ment des
vidanges.

"11^a Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans la ville; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel enlèvement, une taxe annuelle sur toute personne, société ou corporation occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la ville, que telle personne, société ou corporation dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre de matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposés les vidanges, cendres et déchets, et pour défendre l'usage à cette fin de réceptacles en carton ou autres non conformes aux règlements; pour établir une taxe différente selon les catégories de personnes, sociétés ou corporations selon leurs occupations ou le genre d'établissement qu'elles occupent.

"134. The names of the persons mentioned in paragraphs *b* and *c* of subsection 1 of section 128 shall not be entered on the electoral list, if they have not paid their taxes to the secretary-treasurer of the town at the date of the preparation of the lists. On the other hand, the default by the proprietor to have paid his taxes shall not deprive him of the right to be entered on the electoral list nor of the right to vote."

Taxes
not paid.

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1 of section 426, paragraph 1^a:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

"1^a To decree that no building permit shall be granted unless the ground on which each proposed construction is to be built forms a distinct lot on the official cadastre plan or a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Distinct
lot.

In the foregoing provision, the word "construction" means a house for dwelling purposes and its dependencies.

"construc-
tion".

The provisions of this paragraph shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation;".

Lands
under
cultiva-
tion.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 11 of section 427, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"11^a To provide for the removal of garbage in the town; to impose, in order to pay the cost of such removal, an annual tax on every person, partnership or corporation occupying as owner, tenant or occupant a house or establishment within the town limits, whether such person, partnership, or corporation deposits garbage or not; to prescribe the kind of materials and the dimensions of the receptacles in which garbage, ashes and refuse must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of cardboard containers or others not in conformity with the by-laws; to establish a different tax according to the categories of persons, partnerships or corporations, their occupations or the kind of establishment they occupy.

Garbage
removal.

Effet rétroactif.

Les dispositions du présent paragraphe ont toujours fait partie de la charte de la ville."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour la
ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 429, le suivant :

Billet
d'assigna-
tion.

"**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la police de la ville.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Paiement
pour éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au département de la police de la ville, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

Sommes
perçues.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 27^b de l'article 429, par le suivant :

Taxis.

"27^b Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas dix dollars par taxi et de tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas cinq dollars;"

The provisions of this paragraph have always formed part of the town charter."

Retro-
active
effect.

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 429, the following :

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the town police department.

Notice of
summons.

The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law.

Com-
plaint.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town police department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the said department shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
com-
plaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the police officer may lodge a complaint against him, according to law.

Com-
plaint.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Sums col-
lected.

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 27^b of section 429, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"27^b To oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding ten dollars for each taxi, and every taxi driver, other than the owner of the vehicle, to obtain from the corporation, an annual license not exceeding five dollars;"

Taxis.

S.R.,
c. 233,
a. 444,
rempl.
pour la
ville.
Percep-
tion de la
taxe, etc.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 444 par le suivant:

"444. La taxe spéciale et la taxe d'eau, imposées par les articles 439, 441 et 442, ainsi que toutes les autres sommes dues pour l'eau ou les compteurs, sont perçues d'après les règles et de la manière prescrites pour les taxes générales.

Arré-
rages.
Les arrérages dus pour la taxe d'eau seront considérés comme taxes foncières et créances hypothécaires grevant l'immeuble au même titre que la taxe foncière."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.
Nuisan-
ces, etc.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1° de l'article 472, le paragraphe suivant:

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher;"

Taxe de
vente
appli-
cable.
9. Les dispositions de la loi 13 George VI, chapitre 85, article 7, modifiant la charte de la cité de Thetford-Mines, cité voisine de Black Lake, autorisant l'imposition d'une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent s'appliqueront à la ville de Black Lake, à compter du premier janvier 1952, comme si la ville de Black Lake faisait partie du territoire de la cité de Thetford-Mines, pour les fins de ladite taxe de vente.

Partage.
Le revenu annuel perçu dans le territoire des deux municipalités, après déduction des dépenses encourues par la cité de Thetford-Mines pour l'imposition et la perception de ce revenu, sera partagé tous les trois mois par la cité de Thetford-Mines à raison de quatre-vingt-dix pour cent pour elle-même et dix pour cent pour la ville de Black-Lake.

Délai.
Si la perception de cette taxe est faite par le trésorier de la province, en vertu d'une ou plusieurs conventions intervenues entre le trésorier de la province et

R.S.,
c. 233,
s. 444,
replaced
for town.
7. The Cities and Towns Act is amend- ed, for the town, by replacing section 444, by the following:

"444. The special tax and the water-rate imposed under sections 439, 441 and 442, as well as all other amounts due for water or for meters, shall be levied according to the rules and in the manner prescribed for general taxes.

Arrears.
The arrears due for water-rates shall be considered as land taxes and as hypothecary claims affecting the immoveable property in the same way as land taxes."

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.
8. The Cities and Towns Act is amend- ed, for the town, by adding after para- graph 1 of section 472, the following:

"1a. To enact that the fact that the owner of a vacant lot, or of a lot partly built on, allows branches, brush and tall grass to grow on said lot, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, papers or empty bottles, to remain thereon, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who allow such nuisance to exist, and to prescribe measures suitable to prevent the same;"

Sales tax
appli-
cable.
9. The provisions of the act 13 George VI, chapter 85, section 7, amending the charter of the city of Thetford-Mines, a city neighbouring Black Lake, authorizing the imposition of a sales tax not exceeding two per cent, shall apply to the town of Black Lake, from and after the first of January, 1952, as if the town of Black Lake formed part of the territory of the city of Thetford Mines, for the purposes of the said sales tax.

Appor-
tionment.
The annual revenue collected in the territory of the two municipalities, after deduction of the expenses incurred by the city of Thetford Mines for the imposition and the collection of such revenue, shall be apportioned every three months by the city of Thetford Mines in a proportion of ninety per cent to the city of Thetford Mines and of ten per cent to the town of Black Lake.

Delay.
If the collection of such tax is made by the Provincial Treasurer, under one or more agreements made between the Provincial Treasurer and the city of Thetford

la cité de Thetford-Mines, ce partage sera fait dans les quinze jours des remises par le trésorier de la province à la cité de Thetford-Mines.

Mines, such apportionment shall be made within fifteen days of the remittances by the Provincial Treasurer to the city of Thetford Mines.

Entrée en
vigueur. **10.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.